



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

négociations

Question au Gouvernement n° 3846

Texte de la question

SOMMET SOCIAL

M. le président. La parole est à M. Jérôme Chartier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jérôme Chartier. La France, monsieur le ministre des finances, est un grand pays, je pense utile de le dire et de le redire encore.

M. Jean-Paul Bacquet. Jusque-là, nous sommes d'accord !

M. Jérôme Chartier. En trente ans, de bouleversements mondiaux en crises internationales, elle a réussi à poursuivre sa croissance et à résister aux crises, en dépit de toutes les entraves économiques qu'elle a pu connaître et qui ont durement pénalisé sa compétitivité en augmentant le coût du travail.

La France a toujours su se relever des crises. Par trois fois, le PIB a été réduit et, par trois fois, la droite, qui était aux responsabilités, a su prendre les mesures lui permettant de retrouver la réussite économique et sociale.

Cette fois-ci encore, elle sait le faire.

M. Marc Dolez. Et les dettes ?

M. Jérôme Chartier. En 2007, elle multiplie par trois l'effort pour encourager la recherche en France, et cela marche. En 2009, elle supprime la taxe professionnelle qui taxait l'investissement et l'emploi, et cela marche. En 2010, elle réforme le régime de retraite pour rétablir l'équilibre du régime général, et cela marche.

La droite en France a toujours su faire face à ses devoirs. Elle n'a jamais dénigré la France. Elle l'a toujours encouragée à grandir et à se développer. La droite n'aime pas celles et ceux qui dénigrent la France. Elle n'aime pas celles et ceux qui se réjouissent de la dégradation de la France parce que, au fond, espérer la défaite ou la dégradation de la France ne donnera jamais le sentiment aux Français que l'on a la capacité d'être un homme d'État.

M. Roland Muzeau. C'est un testament ?

M. Jérôme Chartier. La droite sait relever des défis à tout moment, lorsque les circonstances l'exigent, pour satisfaire un seul objectif : faire gagner la France.

Trois défis sont devant nous : augmenter la flexibilité du travail, mieux former les personnes au chômage, redonner un avantage compétitif au coût du travail français.

Monsieur le ministre, ces trois défis majeurs étaient au centre du sommet social voulu par le chef de l'État ce matin. Quel est votre sentiment sur ce sommet ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Roland Muzeau. Et la TVA sociale ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Je vous remercie d'abord, monsieur le député, de souligner les nombreux atouts dont dispose notre pays. Ils sont variés et ils sont soulignés par tous les acteurs, tous les opérateurs, tous les observateurs, tous les investisseurs : une économie diversifiée, une main-d'oeuvre qualifiée, un système bancaire qui fonctionne bien, qui est résilient, qui l'a montré au cours de la crise, un niveau d'épargne élevé. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous avons deux piliers sur lesquels repose l'action du Gouvernement, sous l'impulsion énergique du Président de la République : un premier, qu'a développé avec beaucoup de constance et d'énergie la ministre du budget, constitué par nos efforts pour réduire les déficits publics, et un second qui est la nécessité d'être ouvert sur le monde extérieur et de tirer les leçons de cette crise qui modifie les fondamentaux en profondeur.

Cette crise n'est pas juste une parenthèse, c'est un tournant, et la France doit s'y adapter. Elle n'a pas de temps à perdre. C'est la raison pour laquelle, dans le calendrier proposé par le Président de la République et nonobstant le calendrier électoral, ce sommet social est indispensable pour dresser un diagnostic partagé avec les partenaires sociaux, fixer des objectifs prioritaires d'action de modernisation de notre économie et, enfin, s'entendre sur le déroulé et les ajustements.

Nous devons tirer les leçons du niveau trop élevé du coût du travail. Nous devons comprendre que la convergence avec l'Allemagne est nécessaire. Nous devons tirer les leçons de la méthode Schröder dans les discussions avec les partenaires sociaux, qui ont abouti à une relance de la compétitivité de l'économie allemande.

M. Michel Lefait. Baratin !

M. François Baroin, *ministre*. C'est la raison pour laquelle il a été décidé ce matin des mesures d'urgence pour traiter la problématique liée à la crise, sur l'augmentation de l'activité partielle pour éviter la perte d'emploi, sur l'accompagnement des chômeurs de longue durée, sur l'exonération de charges sur les jeunes embauchés par de très petites entreprises.

Il a aussi été tracé des perspectives à moyen terme, c'est-à-dire avant la fin de cette législature, pour le financement de la sécurité sociale, le financement de l'industrie, la relocalisation. Le Premier ministre réunira les parlementaires dans les jours qui viennent pour formuler des propositions d'ici à une dizaine de jours.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

M. Frédéric Cuvillier. Paroles, paroles...

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Chartier](#)

Circonscription : Val-d'Oise (7^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3846

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 janvier 2012